Bretagne : manifestation pour réclamer un statut de «résident breton» comme solution aux logements trop chers

20/11/2021 à 8h40



Sous l'impulsion de mouvements régionalistes et indépendantistes, des manifestations sont organisées ce week-end dans plusieurs villes de Bretagne et de Loire-Atlantique pour défendre l'idée d'un statut de résident breton, une mesure pour faire baisser la tension immobilière et qui est rejetée par la majorité des responsables, dont le député régionaliste Paul Molac.

C'est une mesure qui avait animé le débat de la campagne de l'élection régionale en Bretagne, au printemps dernier : **un statut de résident breton qui obligerait toute personne "extra-bretonne" d'habiter au moins un an dans la région avant de pouvoir y devenir propriétaire d'un logement.** Le collectif indépendantiste Dispac'h, de l'Union démocratique bretonne ainsi que divers mouvements régionalistes veulent faire revenir l'idée dans le débat public et appellent à manifester, samedi et dimanche, dans plusieurs villes bretonnes, dont Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), Guingamp (Côtes-d'Armor),

Morlaix (Finistère) ou encore Guérande, située n Loire-Atlantique, en Région Pays-de-la-Loire.

Depuis plusieurs mois, les prix de l'immobilier explosent dans toute la région. Dans certaines communes, les chiffres atteignent des records, comme à Rennes où, sur une période de dix ans, le prix au mètre carré a augmenté de 50% pour les appartements anciens et de 66% pour les maisons anciennes – entre 10 et 12% rien que pour l'année en cours – et de 22,3% pour le neuf – 6% pour l'année en cours.

A Saint-Malo, où doit avoir lieu le principal rassemblement samedi, le prix au mètre carré a augmenté en moyenne de 14,5% rien qu'en 2020 et de 39% sur cinq ans.

Cette pression immobilière s'explique par un double phénomène : d'un côté, le nombre d'acheteurs augmente du fait d'importantes créations d'emploi mais aussi du boom du nombre de nombreux résidents issus d'autres régions. L'Insee prévoit 400.000 nouveaux habitants à loger d'ici à 2040. De l'autre côté, il y a une pénurie de logements vacants. […]

Le JDD